

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2 quai de Verdun
82000 MONTAUBAN

MONTAUBAN, le 20/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SNCF Réseau EIE Quercy/Corrèze

Site de Bretenoux-Biars
Avenue Jean-Charles RIVET
19100 Brive-la-Gaillarde

Références : JR/2023-0929
Code AIOT : 0006802881

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/05/2023 dans l'établissement SNCF Réseau EIE Quercy/Corrèze implanté 1 rue du 19 mars 1962 46130 Biars-sur-Cère. L'inspection a été annoncée le 12/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées. Cette action nationale vise à vérifier le contrôle des rejets atmosphériques des installations classées notamment par le contrôle de la canalisation des effluents, la gestion des installations de traitement des fumées, la réalisation des contrôles réglementaires et le respect des valeurs limites d'émission.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SNCF Réseau EIE Quercy/Corrèze
- 1 rue du 19 mars 1962 46130 Biars-sur-Cère
- Code AIOT : 0006802881
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site est une installation de fabrication de traverses et de bois d'appareil pour les chemins de fer. Les activités exercées sont le façonnage des traverses et leur traitement par imprégnation à la créosote. Au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, le site est classé Seveso Seuil haut de par le stockage et l'emploi de la créosote. Il est autorisé à exploiter par l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2013 modifié. Le site relève par ailleurs de la directive IED de par son activité de préservation du bois au moyen de produits chimiques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejets atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Prposition de délai
2	Emissions diffuses et envol de poussières	Arrêté Préfectoral du 10/10/2013, article 31.5	/	30 jours
8	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	/	30 jours
11	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	/	30 jours

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Réduction à la source	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 26	/	Sans objet
4	Points de rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
5	Points de rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
6	Dilution	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21	/	Sans objet
7	Points de prélèvements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
9	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet
10	Surveillance des émissions atmosphériques canalisées	AP Complémentaire du 10/10/2013, article 9.2.1.1.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les valeurs limites d'émission dans les rejets atmosphériques sont conformes pour l'année 2022, excepté pour la concentration en COVt qui est supérieure à la valeur réglementaire : (126,1 mg/m³ au lieu de 110 mg/m³). Il convient que l'exploitant atteste par une nouvelle mesure de ses rejets atmosphériques le respect de ce paramètre.

L'exploitant doit confiner les bennes contenant de la sciure et mettre en place la consignation dans un registre des incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage des fumées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Canalisation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Risques chroniques, Canalisation des émissions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.
Constats : Les points d'émission à l'atmosphère qui sont captés sont: 1: la cheminée de la chaudière biomasse, mais qui n'est plus utilisée depuis le 20/05/2022, suite à la mise en service de la chaudière fioul, et qui a été démantelée, 2: la cheminée de la pompe à vide de l'imprégnerie, 3 : la cheminée de détente de l'imprégnerie, 4: la cheminée de la chaudière fioul, 5. le cyclofiltre de l'atelier scierie. Ces points d'émissions sont conformes aux points de rejet actés dans l'article 3.2.2. de l'arrêté préfectoral du 10/10/2013, et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17/05/2022 pour la cheminée de la chaudière fioul. Le démantèlement de la cheminée de la chaudière biomasse sera acté à l'occasion d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Emissions diffuses et envol de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2013, article 3.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, stockage de produits pulvérulents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les stockages de produits pulvérulents et autres produits en vrac sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. (...)
Constats : Le seul produit pulvérulent présent sur le site est la sciure issue de l'atelier bois. Cette sciure est stockée dans 8 bennes. L'exploitant a présenté le plan d'implantation de ces 8 bennes sur le site. - La benne n°1 est couverte, et est située au niveau du secteur traverses. - Les bennes n°2, 3, 4, 5 et 6 sont fermées et sont situées au niveau du secteur traverses et scierie. - Les bennes n°7 et 8 sont découvertes et situées au niveau du secteur logistique. L'inspection demande à l'exploitant, sauf impossibilité technique démontrée, de confiner les bennes n°7 et 8 et de lui en attester.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Réduction à la source

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Réduction à la source, efficacité énergétique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.
Constats : L'article 8 de la Directive 2012/27/UE de l'efficacité énergétique du Parlement Européen et du Conseil du 25 octobre 2012, impose aux grandes entreprises, dont la SNCF, de faire réaliser un audit énergétique sur leurs activités. L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de l'audit énergétique réglementaire daté du 05/12/2019. L'exploitant déclare qu'un plan de sobriété énergétique est engagé, portant un suivi spécifique pour maîtriser les consommations, avec un objectif au niveau national d'un gain de 10 % d'énergie économisé par rapport à l'année précédente. Par ailleurs, le projet d'adaptation industrielle du site à échéance de la fin de l'année 2024 s'inscrit dans une démarche d'amélioration de la performance économique et énergétique, avec notamment l'implantation d'une unité photovoltaïque d'une puissance de 250 kWc, dont électricité sera utilisée à 95% en autoconsommation, dans le réseau de chaleur de la chaufferie. La chaudière fioul de 4.786 MW sera remplacée par une chaudière propane de moins d'1MW.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Points de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Points de rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.
Constats : L'installation constate lors de l'inspection la cohérence entre les points de rejets atmosphériques recensés dans les arrêtés préfectoraux encadrant l'activité du site et ceux vus sur le terrain. Ces points de rejets sont listés au point de contrôle n°1.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Points de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Débouché des cheminées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Notamment, les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.
Constats : L'inspection constate que les débouchés des cheminées sont verticaux et ne présentent pas d'obstacles à la bonne dispersion des panaches.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Dilution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21
Thème(s) : Risques chroniques, Dilution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites [...]
Constats : L'exploitant déclare qu'aucune dilution des effluents n'est effectuée. Lors de l'inspection, aucune entrée d'air n'a été identifiée par l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Points de prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté: - le rapport de mesure des rejets atmosphériques du cyclofiltre réalisé par la société APAVE, daté du 18/11/2022. Ce rapport relève 4 écarts à la norme NF EN 15259 (Qualité de l'air - Mesurage des émissions de sources fixes - Exigences relatives aux sections et aux sites de mesurage et relatives à l'objectif, au plan et au rapport de mesurage). L'analyse de ces 4 écarts conclut à l'absence d'impact sur le résultat et sur la conformité. - le rapport de mesure des rejets atmosphériques de la chaudière fioul réalisé par la société APAVE, daté du 01/08/2022, - le rapport de mesure des rejets atmosphériques de la cuve 2ème détente et de la pompe à vide, réalisés par la société APAVE et daté du 29/09/2022. Ces deux rapports spécifient qu'aucun écart aux référentiels normatifs n'a été constaté sur les installations ou concernant les prélèvements, confirmant le jugement de conformité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des fumées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée. Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.
Constats : L'exploitant déclare que les équipements de traitement des fumées de la pompe à vide sont assurés par deux groupes froid qui condensent les vapeurs en partie haute du cylindre. L'eau créosotée ainsi récupérée est évacuée par camion et traitée comme déchet dangereux. Ces groupes froids sont entretenus au titre des équipements sous pression. Si le groupe froid présente un défaut, la pompe à vide est coupée, mettant à l'arrêt la production. L'opérateur est alerté via un voyant lumineux. L'exploitant n'a pas présenté de registre consignait les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations. L'inspection demande à l'exploitant de procéder à la mise en place de ce registre et de lui en attester.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. (...) Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : « - les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ; « - les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ; (...) - Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.
Constats : L'exploitant a présenté à la demande de l'inspection le mode opératoire d'imprégnation des bois sous rails, référencé EIV QC MT00003 (EF 02B), dans sa version n°01 du 31 août 2021. Ce document n'appelle pas de commentaires de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/10/2013, article 9.2.1.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fait procéder à des mesures de surveillance des rejets atmosphériques, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. [...]
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection les rapports de mesures de surveillance des rejets atmosphériques pour l'année 2022 de ses installations : chaudière fioul, pompe à vide, cuve deuxième détente et cyclofiltre. Ces rapports sont édités par le prestataire APAVE SUDEUROPE SAS, Agence de Toulouse, situé 11 Rue Alexis Tocqueville, 31200 TOULOUSE. L'APAVE est agréée par le ministre chargé des installations classées par l'arrêté du 16 juin 2022 (J.O. du 22 juin 2022). Le détail des agréments de l'Agence de Toulouse en charge des prélèvements est précisé en annexe des rapports, ainsi que ceux des laboratoires en charge des analyses.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Aucun dépassement des valeurs limites d'émission n'est à signaler, hormis pour la pompe à vide de l'imprégnerie pour laquelle la concentration en COVt est supérieure à la valeur réglementaire : 126,1 mg/m ³ pour une valeur limite d'émission de 110 mg/m ³ . L'inspection constate que le dépassement de la concentration en COVt n'est pas accompagné d'explications ou d'actions correctives qui pourraient être mises en œuvre. L'exploitant précise que ce paramètre était conforme en 2021, et que l'origine de ce dépassement lui est difficile à identifier. Il peut provenir notamment de la qualité du bois ou de la nature des pièces traitées. L'inspection demande à l'exploitant de lui démontrer le caractère exceptionnel du dépassement constaté et de lui attester de la conformité des émissions en COVt en lui présentant une mesure conforme aux valeurs limite d'émissions applicables à l'imprégnerie. L'exploitant explique que le projet d'adaptation industrielle visant à mettre en place une nouvelle imprégnerie pour la fin de l'année 2024 lui permettra, en employant un produit de traitement du bois moins émissif, de réduire ses émissions de COV et de respecter les valeurs limites d'émissions applicables à ses installations.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet